

## **Annexion, droit international et duplicité**

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

Le projet d'annexion de la vallée du Jourdain suscite de nombreux commentaires sur la scène internationale. De quoi en retourne-t-il ?

### **Quelques données historiques**

En 1967, l'Égypte chassa les Casques bleus de l'ONU stationnés à la frontière israélienne, bloqua le détroit de Tiran et introduisit des armes lourdes en grande quantité au Sinaï. Au terme de la guerre des Six Jours, la péninsule du Sinaï fut conquise par Israël ; il en alla même des hauteurs du Golan lesquelles avaient servi de positions de tir de l'armée syrienne contre les villes et villages d'Israël. La Jordanie qui s'était jointe à la guerre perdit la Cisjordanie qu'elle occupait depuis 1948. La résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU prôna le retour à des frontières sûres et reconnues dans le cadre d'un accord de paix.

Le président Lyndon Johnson avait demandé à son état-major de définir les frontières de sécurité d'Israël ; il lui fut répondu que, mis à part les hauteurs du Golan, les hauteurs de Cisjordanie et la vallée du Jourdain étaient essentielles pour assurer la sécurité d'Israël. Cette analyse était alors défendue par Ygal Alon qui fut un des leaders de la gauche israélienne. Toutefois, le ministre de la Défense Moshé Dayan en décida autrement et opta pour la conservation des territoires conquis et l'attente d'un téléphone des pays arabes. Cet appel ne vint pas et la conférence de Khartoum de 1967 se conclut avec trois non retentissants : pas de reconnaissance d'Israël, pas de négociations et pas de paix.

Il aura fallu attendre la visite de Sadate en Israël en 1977 pour conclure un accord de paix avec l'Égypte qui récupéra alors la péninsule du Sinaï. Le roi Hussein de Jordanie signa un accord de paix avec Israël en 1994. Six ans plus tôt, il avait renoncé à la Cisjordanie. La Syrie continua sa politique irrédentiste envers Israël. Le Golan fut annexé par Israël ; le monde a critiqué cette annexion bien que comprenant que les négociations de paix devaient nécessairement se conclure avec l'incorporation à Israël des hauteurs stratégiques du Golan. Il était également accepté que la vallée du Jourdain servirait de zone tampon contre la pénétration d'armes lourdes en Cisjordanie. Rappelons qu'une distance d'une dizaine de milles sépare la Cisjordanie de la Méditerranée.

### **La carte palestinienne**

La Société des Nations est l'organisme qui a précédé l'Organisation des Nations Unies. La résolution 22 de la SDN votée à San Remo confia à la Grande-Bretagne le mandat sur l'ensemble de la Palestine en vue d'y reconstituer le foyer national juif (Article 6 du mandat). La Palestine mandataire comprenait alors la Transjordanie sur la rive Est du Jourdain (la Jordanie actuelle) dont l'administration fut offerte en 1921 au roi d'Arabie évincé par la famille Saoud ainsi que la Cisjordanie (la rive Ouest du Jourdain). La Transjordanie devint indépendante en 1946. Le partage de la Cisjordanie fut voté par l'ONU en 1947. Israël l'accepta. Cinq états arabes refusèrent le partage et attaquèrent Israël, mais Israël survécut. Une partie de la Cisjordanie comprenant la vieille ville de Jérusalem fut occupée par la Jordanie l'année suivante.

À noter qu'il n'y a jamais eu d'entité étatique palestinienne. Le représentant du Haut Comité arabe aux Nations Unies déclara en 1947 : « *La « Palestine » fait partie de la province de Syrie. Les Arabes vivant en Palestine ne sont pas indépendants dans le sens qu'ils ne constituent pas une entité distincte* » ; le représentant de l'Arabie Saoudite aux Nations Unies déclara en 1956 : « *C'est une connaissance générale que la Palestine n'est rien d'autre que la Syrie du Sud ;*

» pour le président syrien Hafez el Assad « *Il n'y a pas de peuple palestinien, il n'y a pas d'entité palestinienne.* » Il déclara sans ambages : le but est « *de paver les routes arabes de crânes juifs et de saturer cette terre de sang de Juifs et jeter les Juifs à la mer.* »

Lorsque l'Égypte et la Jordanie occupaient la bande de Gaza et la Cisjordanie (de 1948 à 1967), il ne fut nullement question de créer un état palestinien. C'est essentiellement après la guerre des Six Jours que l'on parla de la nécessité d'un état palestinien. Par ailleurs, les réfugiés de Cisjordanie ont bénéficié d'un statut privilégié par rapport aux autres réfugiés du monde, y compris les réfugiés juifs des pays arabes. Contrairement aux autres réfugiés du monde, le statut de réfugié se transmet de père en fils pour les Palestiniens seulement. Depuis 1993, soit 45 ans après le conflit de 1948, les agences de l'ONU dédiées aux Palestiniens ont reçu plus de 31 milliards de dollars.

Dans les faits, la question palestinienne a servi de prétexte aux dictateurs de la région pour subjuguer leurs populations, laissant aux institutions internationales le soin de s'occuper de la condition des Palestiniens.

### **La cause palestinienne**

L'éditeur en chef du Nouvel Observateur Jean Daniel a admis que *lorsque la guerre du Vietnam fut finie, on craignait la démobilisation de la gauche. Aussi fut-il décidé de soutenir à la une la cause palestinienne pour conserver cette unité.* C'en fut trop pour la journaliste Élisabeth Shemla qui démissionna de la rédaction du journal pour fonder le journal en ligne Proche-Orient info.

Bénéficiant de la sympathie de la gauche et du discours de martyr péroré par les pays voisins qui se présentent en victimes de guerres qu'ils ont eux-mêmes initiées, les Palestiniens ont excellé dans la propagande médiatique au point que ses mises en scène ont été qualifiées de Pallywood. Le film *Décryptage* de Jacques Tarnero présente un échantillon éclairant de tels montages scénographiques.

Il se trouve que la cause palestinienne est défendue par de nombreuses personnes qui refusent systématiquement de critiquer les abus des droits de la personne du Hamas ou de l'Autorité palestinienne et restent aveugles devant l'enseignement de la haine non moins systématique et la glorification des assassinats suicides.

### **L'anémie de la paix**

Depuis l'échec des accords d'Oslo ratifiés en 1993, la gauche israélienne est en baisse régulière, après que les offres de paix furent suivies d'une série d'assassinats suicide contre des civils israéliens. Quand bien même la barrière de séparation heurterait la sensibilité d'âmes libérales, il demeure que son érection a fait cesser ces assassinats.

Pour de nombreux Israéliens, le matraquage insensé d'Israël dans les instances internationales, tout comme l'enseignement de la haine quasi systématique dans les médias et les institutions éducatives palestiniens (souvent financées par des institutions européennes) sont autant de clous dans le cercueil de la paix. Comment faire confiance à ceux qui parlent de paix à l'extérieur, demandent des concessions territoriales - noter l'expérience de l'évacuation de Gaza qui devint une base de missiles iraniens - tout en soumettant leur population à un lavage de cerveau de haine ? Cet état de choses n'est pas étranger à la motivation de nombreux jeunes israéliens les poussant à s'installer dans les collines dénudées de Judée et de Samarie.

Le monde a donné beaucoup d'importance à ce conflit qui se déroule en terre biblique. Les tentatives de plans de paix se sont succédé sans fin : Conférence de Madrid, Accords d'Oslo, Wye River, Sharm el Sheikh, Camp David (2000), Taba, feuille de route du Quartet, rencontres d'Aqaba, d'Annapolis, plan de Trump... Les refus palestiniens font rétrécir leurs opportunités telle une peau de chagrin, car ils restent fidèles à la devise de ne jamais manquer une opportunité de manquer une opportunité. Fait nouveau : des premiers

signes d'insatisfaction des refus palestiniens se font entendre dans les pays du Golfe et même en Arabie.

Le plan de paix de Taba prévoyait un arrangement bien plus avantageux que ce que les Palestiniens réclamaient, avec des arrangements territoriaux bipartites. Or, le leadership palestinien a très mal interprété le retrait d'Israël du Liban en 2 000 ; longtemps obnubilé par les harangues téléphoniques des états limitrophes promettant l'extinction de l'État juif, éperonné par la propagande iranienne, le leadership palestinien a pratiquement voté pour le statu quo qu'il déplore officiellement.

### **La duplicité onusienne**

Le timing de l'annexion peut être maladroit : s'agirait-il de rendre service aux chances électorales du président Trump qui s'appuie sur un électorat évangéliste ? Mettrait-on en danger le dégel des relations avec les pays du Golfe ? Donnerait-on dans les mains de la Turquie et à l'Iran un outil de propagande inespéré ? Remettrait-t-on en cause les accords de paix avec l'Égypte et la Jordanie ? S'aliénerait-on une partie du parti démocrate américain ?

Les cris d'alarme sont nombreux, notamment de la part d'instances internationales qui ne cessent de victimiser Israël tout en se réclamant du droit international qu'ils bafouent à longueur d'année en ignorant les multiples misères de la planète pour s'encaserner dans des partis pris obsessionnels.

Par contre, l'annexion est un désaveu de l'ONU et met en veilleuse la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU qui prévoyait une évacuation à des frontières sûres et reconnues - mais non encore définies - dans le cadre d'une paix. Une réforme de l'ONU qui est une curée de votes anti-israéliens automatiques serait un des éléments de solution du conflit. La cessation de l'enseignement de la haine est également primordiale pour créer un climat propice aux concessions réciproques.

